

LES EMPLOIS VERTS

Alors que les emplois verts sont aujourd’hui reconnus comme une nouvelle opportunité d’inclusion sociale, en particulier pour les jeunes diplômés, la Tunisie vient d’adopter une constitution qui consacre le droit à un environnement de qualité et la protection des ressources naturelles tout comme le principe d’un développement durable. Les conditions sont ainsi favorables à une économie verte offrant de nouvelles opportunités d’emploi aux jeunes tunisiens.

Cette note présente les principaux défis et recommandations pour le développement des emplois verts en Tunisie ainsi que les résultats de l’atelier sur l’évaluation du potentiel des emplois verts en Tunisie organisé conjointement par le Secrétariat d’Etat à l’Environnement, le Bureau International du Travail (BIT) et la GIZ durant 2013. Elle s’inspire de l’« **Etude sur les compétences des emplois verts en Tunisie** », programme conjoint F-OMD, 2013, des Nations Unies; et a été réalisée dans le cadre des activités du programme « *Promouvoir l’emploi productif et le travail décent des jeunes en Tunisie* », financé par l’Agence Espagnole de Coopération Internationale et de Développement (AECID) en collaboration avec le Programme des Emplois Verts du BIT.

Les emplois verts : nouvelle opportunité d’inclusion sociale

■ Emplois verts: de quoi parle-t-on au juste?

Les emplois verts sont des **emplois décents** dans l’agriculture, l’industrie ou les services qui contribuent à **réduire l’impact négatif des activités humaines sur l’environnement ou à en rétablir la qualité.**

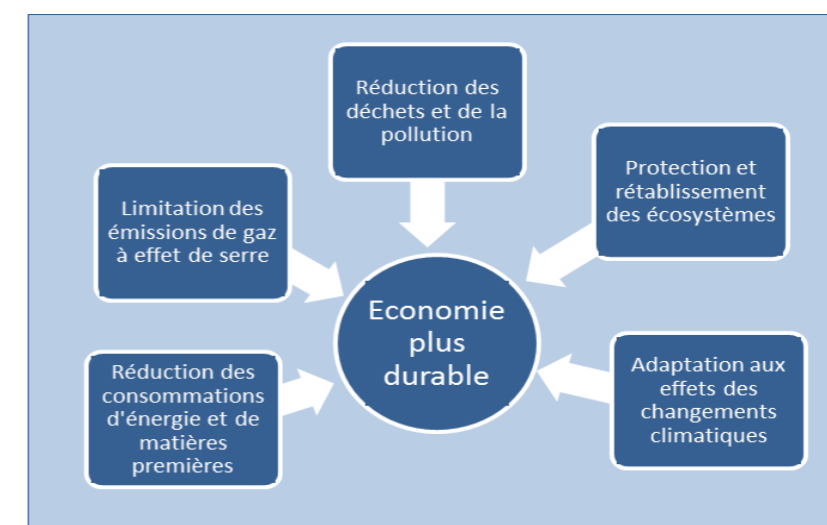
Ce faisant, ils soutiennent la **création d’entreprises et d’économies durables sur les plans économique, environnemental et social.**

Ces emplois verts sont appelés à se multiplier sous la pression des consommateurs et des décideurs politiques,

d’autant plus que des standards internationaux (ISO 14001, ISO 26000, Réseaux d’Entreprises Citoyennes, Labelling Ecologique...) **offrent cadrage et visibilité aux entreprises** qui s’engagent à produire des biens et services d’une façon respectueuse de la qualité environnementale et socialement responsable.

Les emplois verts constituent un **réservoir potentiel de nouveaux emplois**, notamment pour les jeunes, et concourent à la préservation et à l’amélioration des emplois existants.

Emplois verts : un large spectre d’opportunités au service d’une économie plus durable



La présente note constitue une synthèse d’un rapport réalisé dans le cadre du programme pour la « **Promotion de l’emploi productif et le travail décent des jeunes en Tunisie** », projet financé par l’AECID (2011—2015), en collaboration avec le Programme des Emplois Verts du BIT.



Emplois verts : Un potentiel transversal en cascade

Le développement des activités « vertes » a **trois niveaux d'impact sur l'emploi** :

- Un **impact direct** lié au développement de l'activité des secteurs verts ou à l'intégration de considérations environnementales dans les activités traditionnelles.
- Un **impact indirect** lié à l'augmentation de la demande auprès des fournisseurs de ces secteurs.
- Un **impact induit** lié à l'augmentation du revenu global de l'économie et par suite de sa demande, avec comme résultat des créations d'emplois généralisées à tous les secteurs. Cet impact est potentiellement d'autant plus important que les considérations écologiques sont transversales à tous les secteurs de l'économie.

Le défi des emplois verts

Les politiques publiques se sont tournées depuis quelques années vers l'économie verte en réponse à un contexte marqué par la dégradation environnementale, le changement climatique, la contrainte énergétique et la crise économique. Le développement du dispositif institutionnel dans cette direction et la programmation d'investissements substantiels dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en témoignent.

Même si cette orientation est de nature à favoriser le développement des emplois verts, en partie par reconversion et adaptation d'emplois ou de compétences existantes, la **multiplication des emplois verts se heurte encore à plusieurs défis**.

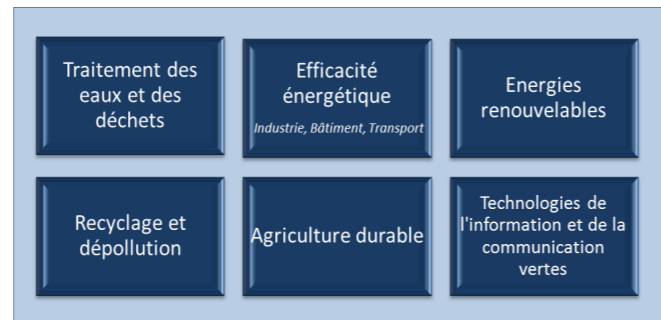
En premier lieu, **les politiques environnementales publiques ont souffert du manque de mise en œuvre efficace**.

Recommandations pour favoriser le développement des emplois verts

La transition démocratique en cours constitue une opportunité pour l'ancrage des principes d'un développement durable et d'une croissance verte soucieuse à la fois du progrès économique, du bien-être des citoyens et de la protection de l'environnement. Pour que cette opportunité se concrétise, entraînant avec elle la création d'emplois verts, une série de recommandations peut être faite.

Au niveau des politiques publiques, il conviendra de **veiller à renforcer les activités et les investissements écologiques à forte intensité de main d'œuvre** dans les secteurs de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution industrielle, des ressources naturelles et de la lutte contre la désertification ainsi que de la maîtrise de l'énergie et du développement des énergies durables.

Les emplois verts sont donc partout, mais dans certains domaines leur potentiel est immédiat:



Elles ont été de ce fait marquées par une dichotomie criante entre les objectifs affichés d'une part et une mise en œuvre souvent peu soucieuse des questions environnementales d'autre part.

Par ailleurs, **ces mêmes politiques environnementales ont péché par une « approche à géométrie variable » négligeant de nombreuses régions**, qui souffrent tout à la fois d'un déficit de développement économique, d'un chômage endémique des jeunes diplômés et de dégradations environnementales.

Enfin, **l'introduction des questions environnementales au niveau du système de formation des compétences et des qualifications** n'a pas reposé sur un travail préalable d'anticipation des besoins basé sur la stratégie nationale de développement économique et social.

A cette fin, **les approches actuelles basées sur des incitations fiscales et financières en faveur des investissements écologiques ou sur l'encadrement réglementaire devront être combinées à des actions de sensibilisation** basées sur la quantification et la valorisation des gains économiques pour les entreprises produisant de façon respectueuse de l'environnement. Il conviendra également de mettre en œuvre une véritable politique d'information crédible sur les questions environnementales en partenariat avec la société civile.

En matière d'éducation et de formation, les réformes devront tendre vers la satisfaction des besoins générés par les activités vertes en favorisant l'approche par compétences. Des modules environnementaux

adaptés devront être inclus dans les parcours de formation professionnelle et au niveau du système éducatif, les modules relatifs à la protection de l'environnement devront faire partie intégrante du cursus scolaire, y compris dans l'évaluation.

Enfin, **en matière de recherches complémentaires et de collecte de données**, il conviendra de procéder à une analyse prospective rigoureuse du potentiel en emplois

verts afin d'identifier et de préparer les compétences et qualifications requises. Il faudra pour ce faire, construire des modèles prospectifs nécessitant au préalable de définir précisément les filières vertes afin de les intégrer dans la nomenclature nationale des activités économiques et de faciliter ainsi le travail de collecte des données et la production d'informations statistiques.

Évaluer le potentiel en emplois verts

L'atelier sur l'évaluation du potentiel des emplois verts en Tunisie qui s'est tenu à Tunis le 8 juillet 2013 à l'initiative conjointe du Secrétariat d'Etat à l'Environnement, du Bureau International du Travail (BIT) et de la GIZ, avait pour objectif d'identifier les meilleures méthodes d'évaluation du potentiel en emplois verts de la Tunisie sur la période 2014-2017, afin d'orienter les politiques et les investissements de manière à maximiser la création d'emplois verts et a donné lieu à une discussion sur le choix de la méthodologie la plus appropriée pour la Tunisie. Faisant suite à cet atelier, un rapport d'évaluation du potentiel de création d'emplois verts et décents en Tunisie a été réalisé dans l'objectif d'apporter des réponses aux questions suivantes pour la Tunisie et pour l'économie tunisienne:

- Comment peut-on appliquer l'outil économique d'analyse entrée-sortie au mesurage des emplois verts?
- Qu'est-ce qui caractérise les secteurs verts?
- Tous les emplois dérivés de l'analyse entrée-sortie verte sont-ils décents?
- Qu'en est-il du secteur informel?

L'application de l'analyse entrée-sortie prend en considération non seulement les emplois directs mais également la nécessité de faire un suivi plus approfondi des impacts de l'emploi sur l'économie et de calculer les emplois indirects. Aller encore plus profondément et prendre en compte les emplois induits par les revenus supplémentaires nécessiteraient un modèle économique complet avec tous les liens et toutes les interdépendances économiques. Dans cet exercice, l'analyse des effets induits n'est pas incluse.

L'étude a permis l'identification des secteurs verts et leurs structures de production, en se focalisant sur les secteurs de l'eau et l'assainissement, les déchets, l'énergie, la construction et l'agriculture. Ensuite elle intègre une analyse ex-post des emplois verts en Tunisie. Enfin, elle présente un modèle et des simulations du développement dans l'avenir.

Les résultats de l'analyse sont explicites à plusieurs égards: D'abord, la Tunisie est actuellement encore en transition et le processus qui a commencé en 2011 n'est pas encore terminé. Les emplois verts ont atteint un total de près de 110 000 emplois en 2010. La plus grande part se trouve dans l'agriculture suivie par l'administration publique et le secteur de l'eau et des déchets.

Les secteurs identifiés par les parties prenantes comme étant des secteurs verts sont loin d'être exhaustifs et ne font que refléter les attentes actuelles des experts en développement économique du pays.

Ensuite, le modèle développé est un simple outil de simulation reposant sur des facteurs macro-économiques. Son point fort est son noyau entrée-sortie, ne reposant pas uniquement sur les statistiques tunisiennes mais également sur l'information technologique relative à l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique puisée dans des études précédentes. Toutefois, les mécanismes de prix et autres incitations économiques ne peuvent pas être analysés à l'aide de cet outil. Pour ce type d'analyse, il y a lieu d'utiliser un modèle économique entier.

Enfin, la phase de transition dans laquelle se trouve la Tunisie actuellement provoque une augmentation du travail informel qui n'est pas normalement une caractéristique du pays.

Par conséquent, toutes les parties prenantes s'accordent tacitement à penser qu'une fois le pays stabilisé, les programmes établis de manière formelle par les institutions publiques chargées de la gestion de certains secteurs, tels que celui des déchets, la situation mènerait vers des conditions de travail décentes.